

N° 4702

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

PROJET DE LOI

portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel
de Rencontre Abbaye de Neumünster“

* * *

(Dépôt: le 29.9.2000)

SOMMAIRE:

| | <i>page</i> |
|--|-------------|
| 1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (29.9.2000) | 1 |
| 2) Texte du projet de loi | 2 |
| 3) Exposé des motifs..... | 11 |
| 4) Commentaire des articles | 12 |

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est autorisée à déposer en Notre nom le projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster“.

Palais de Luxembourg, le 22 septembre 2000

*La Ministre de la Culture,
de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche,*

Erna HENNICOT-SCHOEPGES

*Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant*

HENRI

Grand-Duc Héritier

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. *Objet*

Il est créé un établissement public sous la dénomination „Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster“, ci-après désigné „établissement“.

L'établissement dispose de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et administrative, sous la tutelle du ministre ayant la culture dans ses attributions.

Sans préjudice des dispositions particulières de la présente loi, l'établissement est géré dans les formes et selon les règles de droit privé.

Le siège de l'établissement est fixé à Luxembourg.

Art. 2. *Missions*

1. L'établissement a pour mission:

- de mettre en place et de développer au sein de l'ancienne abbaye de Neumünster, réhabilitée et mise en valeur, un Centre Culturel porteur d'un projet culturel et artistique autour du thème de l'identité culturelle luxembourgeoise et de sa rencontre avec les autres cultures;
- de promouvoir le contact entre les acteurs culturels et socioculturels luxembourgeois et étrangers d'une part, ainsi que le contact entre ces acteurs et le public d'autre part;
- d'assurer une activité de production artistique, culturelle et intellectuelle et d'en promouvoir une large diffusion;
- de développer à l'intention d'un large public une importante capacité d'accueil et de services.

2. A cet effet, il est appelé à:

- accueillir dans des cadres appropriés des artistes et créateurs luxembourgeois et étrangers en leur offrant la possibilité d'y être hébergés et d'y travailler;
- mettre à disposition des instituts et associations à vocation culturelle et socioculturelle des localités pour leur permettre de développer leurs activités notamment à caractère interrégional et international;
- organiser, coproduire et promouvoir des manifestations et spectacles culturels, socioculturels ou autres;
- organiser et promouvoir des conférences et des séminaires;
- collaborer au sein de réseaux culturels européens et internationaux;
- assurer selon des modalités à convenir contractuellement des missions lui confiées par l'Etat;
- gérer et exploiter dans le cadre des missions lui attribuées les immeubles mis à sa disposition par l'Etat, à savoir l'ancienne abbaye de Neumünster et ses annexes, inscrites au cadastre de la Ville de Luxembourg suivant relevé joint en annexe à la présente loi dont il fait partie intégrante.

3. En vue de l'exécution de sa mission, l'établissement est autorisé à conclure des conventions avec des personnes physiques ou morales, à s'associer avec des partenaires des secteurs public ou privé, personnes physiques ou morales, ainsi qu'à adhérer à des organisations nationales ou internationales.

Art. 3. *Conseil d'administration: Composition, organisation et compétences*

1. L'établissement est administré par un conseil d'administration qui comprend:

- cinq membres proposés par le Gouvernement en conseil, sur proposition du Ministre ayant la culture dans ses attributions;
- trois membres proposés par le Gouvernement en conseil, sur proposition du Ministre ayant la culture dans ses attributions parmi des personnalités de la société civile compétentes en matière culturelle et de gestion d'entreprise;
- un représentant de la Ville de Luxembourg.

2. Les membres du conseil d'administration sont nommés et révoqués par arrêté grand-ducal.

3. Le président et le vice-président sont nommés par le Gouvernement en conseil parmi les membres représentant l'Etat. Le président représente l'établissement dans tous les actes publics et privés.

4. Le président et les membres du conseil d'administration sont nommés pour un terme de cinq ans. Les mandats sont renouvelables.

5. En cas de vacance d'un siège de membre, il est pourvu dans le délai d'un mois à la nomination d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace.

6. Le conseil d'administration peut choisir un secrétaire administratif hors de son sein. Il a en outre la faculté de recourir à l'avis d'experts qui peuvent, à la demande du conseil d'administration, assister avec voix consultative au même conseil.

7. Le directeur assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration, sauf décision contraire du président motivée par l'ordre du jour.

8. Le conseil d'administration prend toutes les décisions en relation avec la gestion de l'établissement, sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle pour ce qui est des points suivants:

- a) la politique générale de l'établissement dans l'accomplissement de sa mission;
- b) l'engagement et le licenciement du directeur et du personnel dirigeant;
- c) la grille des emplois et leur classification ainsi que le niveau de rémunération du personnel;
- d) l'acceptation et le refus des dons et legs;
- e) les budgets d'exploitation et d'investissement et les comptes de fin d'exercice;
- f) les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles et leur affectation, les travaux de construction et les grosses réparations ainsi que les conditions de baux à contracter;
- g) les conventions à conclure avec l'Etat;
- h) les actions judiciaires qui sont intentées et défendues au nom de l'établissement par le président du conseil d'administration qui représente l'établissement dans tous les actes publics et privés.

9. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que les intérêts de l'établissement l'exigent, et au moins une fois tous les trois mois. Il doit être convoqué si au moins quatre membres le demandent.

10. Le conseil d'administration ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité simple. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 4. Directeur et personnel

1. La direction et la gestion courante de l'établissement sont confiées à un directeur qui exécute les décisions du conseil d'administration. Il est compétent pour régler toutes les affaires qui lui ont été dévolues par le conseil d'administration.

2. Le directeur est le chef hiérarchique du personnel et il est habilité à soumettre au conseil d'administration des propositions en matière d'engagement et de licenciement du personnel.

3. Les relations entre l'établissement et son directeur, respectivement son personnel, employés comme salariés ou non, à durée ou tâche déterminée ou non, sont régies par des contrats de droit privé.

Art. 5. Ressources

1. L'établissement peut notamment disposer des ressources suivantes:

- a) des recettes pour prestations et services fournis;
- b) des contributions financières, allouées à charge du budget de l'Etat, à titre de participation aux frais de fonctionnement de l'établissement;
- c) des dons et legs en espèce et en nature;
- d) des revenus provenant de la gestion de son patrimoine.

2. Le conseil d'administration arrête annuellement le budget de l'établissement et le soumet au ministre de tutelle avant le premier avril de l'année précédant l'exercice en question.

3. Des locaux, des installations et des équipements, appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, peuvent être mis à disposition de l'établissement.

Art. 6. Comptes

1. Les comptes de l'établissement sont tenus selon les principes et les modalités de la comptabilité commerciale. L'exercice coïncide avec l'année civile. A la clôture de chaque exercice, le directeur établit un projet de bilan et un projet de compte de profits et pertes.

2. Un réviseur d'entreprise, désigné par le Gouvernement en conseil, est chargé de contrôler les comptes de l'établissement et la régularité des opérations effectuées et des écritures comptables. Le réviseur d'entreprise doit remplir les conditions requises par la loi du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseur d'entreprise. Son mandat est d'une durée de trois ans et il est renouvelable. Sa rémunération est à charge de l'établissement, il remet son rapport au conseil d'administration pour le quinze mars. Il peut être chargé par le conseil d'administration de procéder à des vérifications spécifiques.

3. Pour le premier mai au plus tard, le conseil d'administration présente au Gouvernement les comptes de fin d'exercice accompagnés d'un rapport circonstancié sur la situation et le fonctionnement de l'établissement, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprise. Le Gouvernement en conseil est appelé à décider sur la décharge à donner aux organes de l'établissement.

4. La gestion financière de l'établissement est soumise au contrôle de la Cour des Comptes selon les modalités à fixer par règlement du Gouvernement en conseil.

Art. 7. Dispositions fiscales

L'établissement est affranchi de tous impôts et taxes au profit de l'Etat et des communes à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes rémunératoires et sous réserve qu'en matière d'impôt sur le revenu des collectivités et de l'impôt commercial, l'établissement reste passible de l'impôt dans la mesure où il exerce une activité à caractère industriel ou commercial.

L'application de l'article 150 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu est étendue à l'établissement.

Les actes passés au nom et en faveur de l'établissement sont exempts des droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et de succession.

Les dons en espèces alloués à l'établissement sont déductibles dans le chef du donateur à titre de dépenses spéciales dans les limites et conditions prévues par les articles 109 et 112 de la loi du 4 septembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. A cet effet, l'article 122, alinéa 1er, numéro 1 de la loi précitée est complété par l'ajout des termes „ , au Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster“.

Relevé des propriétés domaniales

| Commune | | 075 Luxembourg | | Ex. 1996 | | Section A | | Clausen | | Page 16 | | A 253 | |
|---------------|--|----------------|----------|---------------|------|----------------------|---------------|------------|----|----------|-----|-------|--|
| Article Codes | Nom Prénom Epouse Profession Demeure CO/US | Compte | No Parc. | Année Case | Mes | Lieu-dit | Nature - Cl | Contenance | | Rev-Bati | | | |
| | | | | | | | | Ha | Ar | Ca | | | |
| 1095 | Tereba Albert Lawicka Ouvrier Clausen | 7424.000 | 253 763 | 1922-1 | | Route de Trèves | Maison | | | 45 | 130 | | |
| 2485 H | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 253 764 | 1922-1 | | | Place | | 0 | 45 | | | |
| 1577 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 254 269 | 1866-9 | | Rue de la Tour Jacob | Jardin | | 4 | 9 | 50 | | |
| 2797 H | id. | id. | 256 602 | 1892-7 | | | Jardin | | 3 | 5 | 10 | | |
| 2761 H | Quaring Charles Schmit Empl. CFL Beggen CO | 1.196 | 258 | | | | Jardin | | 3 | 3 | 40 | | |
| 368 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 260 192 | 1864-4 | | | Jardin | | 3 | 9 | 40 | | |
| 1230 | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 262 668 | 1900-7 | | Route de Trèves | Lavoir | | N | 30 | 0 | | |
| 368 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 262 669 | 1900-7 | | | Parc | | N | 26 | 40 | | |
| 2181 | Wagner Jean Wenandy Jardinier Clausen | 7824.000 | 266 774 | 1924-8 | | Montée de Clausen | Mais. Pl. | | | 1 | 30 | 300 | |
| H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 266 1068 | 1987-7 | 762 | | Batim. Pl. | | | 23 | 90 | 40 | |
| H | id. | id. | 266 1091 | 1994-8 | 986 | | Place | | 0 | 4 | 17 | | |
| H | Wagener Jean Wenandy Jardinier Clausen | 7824.000 | 266 1092 | 1994-8 | 986 | | Mais. Pl. | | | 16 | 23 | 400 | |
| 1849 | Soc. Bras Brasserie de Luxembg SA Clausen | 7069.500 | 267 775 | 1924-8 | | | Jardin | | 1 | 8 | 60 | | |
| 1849 | id. | id. | 268 554 | 1886-5 | | | Jardin | | 1 | 4 | 20 | | |
| 2181 | Wagner Jean Wenandy Jardinier Clausen | 7824.000 | 269 | | | | Jardin | | 1 | 4 | 80 | | |
| 2182 | Funck Auguste Veuve et Héritiers Luxembourg CO | 1.156 | 270 2 | 1968 | | | Chemin | | 0 | 1 | 10 | | |
| 3359 | Zeimes Emmanuel Luxembourg | 8430.500 | 270 486 | 1877 | | | Mais. Pl. | | | 1 | 97 | 500 | |
| 2065 H | Frising Marcel Fonct. Luxembourg | 2827.000 | 272 765 | 1922-1 | | | Jardin | | 1 | 13 | 20 | | |
| 2065 H | id. | id. | 273 | | | | Maison | | | 1 | 10 | 75 | |
| 1849 | Soc. Bras Brasserie de Luxembg SA Clausen | 7069.500 | 274 766 | 1922-1 | | | Mais. Pl. | | | 4 | 50 | 250 | |
| 1849 | id. | id. | 275 | | | | Verger | | 3 | 8 | 00 | | |
| 1849 | id. | id. | 276 797 | 1929-1 | | | Verger | | 2 | 36 | 55 | | |
| 1987 | Soc. Bras Brasseries Réunies de Luxembourg, Mousel et Clausen SA Clausen | 7072.000 | 276 798 | 1929-1 | | | Verger | | 2 | 8 | 25 | | |
| 1856 H 52 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 277 271 | 1866-9 | 1078 | | Chemin de Fer | | N | 1 | 08 | | |

| Commune | | 075 Luxembourg | | Ex. 1996 | | Section C | | Grund | | Page 38 | | C 58 | |
|---------------|---|----------------|----------|------------|-----|-------------------|-----------------|------------|----|---------|----------|------|--|
| Article Codes | Nom Prénom Epouse Profession Demeure CO/US | Compte | No Parc. | Année Case | Mes | Lien-dit | Nature - Cl | Contenance | | | Rev-Bati | | |
| | | | | | | | | Ha | Ar | Ca | | | |
| 368 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 58 216 | 1878-8 | | Rue St Ulric | Jardin | N | 1 | 90 | | | |
| 368 | id. | id. | 59 107 | 1864-4 | | Rue Plaetis | Jardin | 2 | 3 | 57 | | | |
| 368 | id. | id. | 60 | | | Rue Sosthène Weis | Mais. Pl. | | 2 | 60 | 275 | | |
| 368 | id. | id. | 61 | | | | Maison | | | 25 | 110 | | |
| 368 | id. | id. | 63 207 | 1876 | | Rue Plaetis | Maison | | | 45 | 200 | | |
| H | Lentz Georges Flohr Héritiers Luxembourg Fetschenhof | 4752.000 | 66 376 | 1977-2 | 557 | | Maison Pl. | | 1 | 60 | 450 | | |
| H | Soc. Bras Brasserie Nationale S.à r.l. Bascharage | 7071.500 | 66 379 | 1984-5 | 706 | | Place | 0 | | | | | |
| H | Glaesener Thierry Lentz Ingénieur diplômé Luxembourg | 1.342 | 66 380 | 1984-5 | 706 | | Batim. Pl. | | 8 | 25 | 0 | | |
| H | ** Rue Plaetis Residence Haendsche Fabrik Luxembourg | 197.300 | 66 381 | 1984-5 | 706 | | Mais. Pl. | | 11 | 55 | 3200 | | |
| 1230 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 85 362 | 1957-8 | 253 | | Place | 0 | 18 | 34 | | | |
| 1230 | id. | id. | 89 302 | 1910-2 | | Rue Sosthène Weis | Jardin | 2 | 14 | 15 | | | |
| 368 52 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 91 255 | 1894-3 | | | Jardin d'Agrém. | N | 3 | 90 | | | |
| 368 52 | id. | id. | 91 256 | 1894-3 | | | Jardin d'Agrém. | N | 35 | 50 | | | |
| 545 H | Lentz Georges Flohr Héritiers Luxembourg Fetschenhof | 4752.000 | 94 87 | 1861-3 | | | Maison | | | 25 | 30 | | |
| H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 94 392 | 1987-9 | 765 | | Jardin | 2 | 2 | 92 | | | |
| H | id. | id. | 94 393 | 1987-9 | 765 | | Jardin | 2 | | 78 | | | |
| H | Lentz Georges Flohr Héritiers Luxembourg Fetschenhof | 4752.000 | 94 394 | 1987-9 | 765 | | Jardin | 2 | 24 | 85 | | | |
| H | ** Rue Plaetis Résidence Haendsche Fabrik Luxembourg | 197.250 | 95 382 | 1984-5 | 706 | Rue Plaetis | Place | 0 | | 65 | | | |
| H | ** Rue Plaetis Résidence Haendsche Fabrik Luxembourg | 197.200 | 95 383 | 1984-5 | 706 | | Batim. Pl. | | 2 | 74 | 0 | | |
| H | Lentz Georges Méyers Ing. comm. Luxembourg | 4750.480 | 105 384 | 1985-4 | 736 | | Bâtim. Pl. | | 8 | 90 | 800 | | |
| H | Soc. Plae Plaetis SA Luxembourg | 7186.500 | 106 385 | 1985-4 | 736 | | Bâtim. Pl. | | 5 | 29 | 0 | | |

| Commune | | 075 Luxembourg | | Ex. 1996 | | Section C | | Grund | | Page 39 | | C 106 | |
|---------------|---|----------------|----------|---------------|-----|-------------|-------------|------------|----|----------|------|-------|--|
| Article Codes | Nom Prénom Epouse Profession Demeure CO/US | Compte | No Parc. | Année Case | Mes | Lien-dit | Nature - Cl | Contenance | | Rev-Bati | | | |
| | | | | | | | | Ha | Ar | Ca | | | |
| H | Soc. Banq Chase Manhattan Bank SA Luxembourg | 7054.300 | 106 386 | 1985-4 | 736 | Rue Plaetis | Bâtim. Pl. | | 15 | 15 | 0 | | |
| H | id. | id. | 106 395 | 1987-8 | 736 | | Place | | | 10 | | | |
| 2421 H | Soc. Immo Immoprom S.à.r.l. Luxembourg | 7169.743 | 108 85 | 1860 | | | Maison | | | 64 | 275 | | |
| 203 H | id. | id. | 109 | | | | Maison | | | 64 | 175 | | |
| 3121 H | id. | id. | 110 162 | 1869 | | | Maison | | | 52 | 300 | | |
| 1292 H | Fonds pour le Logement à coût modéré Luxembourg | 2762.700 | 111 330 | 1925-6 | 899 | | Mais. Pl. | | 1 | 80 | 550 | | |
| 1230 H | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 111 331 | 1925-6 | | Rue Munster | Cour N | | | 23 | | | |
| 368 | id. | id. | 112 332 | 1925-6 | | | Cour N | | | 85 | | | |
| 368 | id. | id. | 112 333 | 1925-6 | | | Cour N | | | 73 | | | |
| 786 H | Fonds pour le Logement à coût modéré Luxembourg | 2762.700 | 113 139 | 1865 | | Rue Plaetis | Maison | | | 55 | 325 | | |
| 786 H | id. | id. | 114 | | 899 | Rue Munster | Maison | | | 39 | 150 | | |
| 728 H | Wagner Georges Directeur Luxembourg | 7810.000 | 115 | | 899 | | Maison | | | 36 | 130 | | |
| H | Soc. Bras Brasserie Nationale S.à.r.l. Bascharage | 7071.500 | 117 387 | 1985-4 | 736 | | Mais. Pl. | | 7 | 42 | 1500 | | |
| H | id. | id. | 117 388 | 1985-4 | 736 | | Place | | | 30 | | | |
| H | Domaine de l'Etat CO | 1.025 | 122 399 | 1990-4 | 774 | | Place | | | 24 | | | |
| H | Dichter Fernand Wians Fonct. Esch/Alzette | 1.390 | 123 400 | 1990-4 | 774 | | Place | | 1 | 02 | | | |
| 3247 H | Dichter Fernand Wians Fonct. Esch/Alzette | 1.408 | 124 164 | 1869 | | | Maison | | | 67 | 225 | | |
| 1731 H | Soc. Bras Brasseries Réunies de Luxembourg, Mousel et Clausen SA Clausen | 7072.000 | 125 129 | 1864 | | | Maison | | | 74 | 200 | | |
| 1228 H | id. | id. | 127 165 | 1869 | | | Mais. Pl. | | 1 | 13 | 375 | | |
| 274 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 128 | | | | Maison | | | 58 | 90 | | |
| 1230 | id. | id. | 130 1 | 1848-6 | | | Maison | | 1 | 26 | 250 | | |
| 368 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 132 230 | 1881-5 | | | Maison N | | 1 | 15 | 0 | | |
| 368 | id. | id. | 137 111 | 1864-5 | | | Maison | | | 42 | 110 | | |
| 1230 | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 139 112 | 1864-5 | | | Maison | | | 63 | 400 | | |
| 1230 | id. | id. | 139 193 | 1873-2 | | | Maison | | | 24 | 60 | | |

| Commune | | 075 Luxembourg | | Ex. 1996 | | Section C | | Grund | | Page 40 | | C 139 | |
|---------------|---|----------------|----------|------------|-----|-----------------|-----------------|------------|----|---------|----------|-------|--|
| Article Codes | Nom Prénom Epouse Profession Demeure CO/US | Compte | No Parc. | Année Case | Mes | Lieu-dit | Nature - Cl | Contenance | | | Rev-Bati | | |
| | | | | | | | | Ha | Ar | Ca | | | |
| 414 H | Bucholtz Jean Emmen Vichten | 1840.000 | 139 194 | 1873-2 | | Rue de Trèves | Maison | | | 98 | 400 | | |
| 368 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 142 | | | Rue Munster | Bâtim. Pl. | N | 17 | 10 | 0 | | |
| 1242 | Luxembourg le Presbytere de St Jean | 5046.000 | 143 | | | | Place | N | 6 | 70 | | | |
| 1242 52 | id. | id. | 144 | | | | Jardin Pavillon | N | 3 | 00 | | | |
| 1242 | id. | id. | 145 | | | | Eglise | N | 6 | 60 | 0 | | |
| 1230 | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 146 370 | 1963-9 | 337 | | Place | 0 | 2 | 85 | | | |
| 368 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 146 371 | 1963-9 | 337 | | Bâtim. Pl | N | 95 | 85 | 0 | | |
| 368 | id. | id. | 147 190 | 1872-2 | | | Jardin | N | 13 | 20 | | | |
| 1242 | Luxembourg le Presbytere de St Jean | 5046.000 | 149 | | | | Place | N | 2 | 80 | | | |
| 1230 | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 149 2 | 1968 | | | Place | 0 | 2 | 80 | | | |
| 368 | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 150 369 | 1959-7 | 281 | | Mais. Pl. | | 12 | 65 | 3.500 | | |
| 563 H | Dumont Augustine Retr. Luxembourg | 1.403 | 156 335 | 1927-8 | | Rue de Trèves | Maison | | | 90 | 225 | | |
| H | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 156 410 | 1995-6 | 981 | | Place | 0 | | 61 | | | |
| H | Dumont Augustine Porteuse de journaux Grund | 2366.000 | 156 411 | 1995-6 | 981 | | Jardin | 3 | | 96 | | | |
| 1061 H | Joseph Jules Eckstein Retr. et F. Hélène Luxembourg | 3912.000 | 157 | | | Rue du Rham | Mais. Pl. | | | 72 | 200 | | |
| 1210 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 158 | | | Rue de Trèves | Ecurie | | | 9 | 0 | | |
| 1210 H | id. | id. | 159 | | | Rue du Rham | Maison | | | 42 | 75 | | |
| 1585 H | Lopes Antonio Cunha Veuve Luxembourg | 4918.300 | 160 | | | | Maison | | | 44 | 175 | | |
| 298 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 161 310 | 1916-3 | | | Maison | | | 38 | 150 | | |
| 1230 | id. | id. | 163 311 | 1916-3 | | | Maison | | | 64 | 150 | | |
| 368 H | Domaine de l'Etat | 2308.000 | 164 337 | 1992-9 | | Plateau du Rham | Jardin | 3 | 1 | 30 | | | |
| 368 | id. | id. | 168 245 | 1887-1 | | | Jardin | 3 | 2 | 10 | | | |
| 368 | id. | id. | 169 246 | 1887-1 | | | Jardin | 3 | | 95 | | | |
| 2504 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 170 | | | Rue du Rham | Maison | | 1 | 40 | 90 | | |
| 169 H | id. | id. | 171 | | | | Maison | | | 44 | 40 | | |

| Commune | | 075 Luxembourg | | Ex. 1996 | | Section C | | Grund | | Page 41 | | C 173 | |
|---------------|---|----------------|----------|---------------|--------|---------------|-------------|------------|----|----------|-----|-------|--|
| Article Codes | Nom Prénom Epouse Profession Demeure CO/US | Compte | No Parc. | Année Case | Mes | Lien-dit | Nature - Cl | Contenance | | Rev-Bati | | | |
| | | | | | | | | Ha | Ar | Ca | | | |
| 199 H | Bernardo Maria Femme de charge Luxembourg La Ville | 1458.800 | 173 | | | Rue du Rham | Mais. Pl. | | 1 | 00 | 130 | | |
| 2058 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 174 | | | | Maison | | 1 | 08 | 90 | | |
| 2058 H | id. | id. | 175 | | | | Jardin | | 1 | 16 | | | |
| 2058 H | id | id. | 175 | 2 | 1968 | | Jardin | | 1 | 54 | | | |
| 1678 H | Soc. Tilu Tilux Establishment SA Vaduz | 7218.000 | 176 | | | | Maison | | | 22 | 40 | | |
| 2386 H | Power Vincent Gedeck Berlin | 5974.100 | 178 | 231 | 1881-5 | | Mais. Pl. | | | 70 | 110 | | |
| 2058 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 179 | | | | Jardin | | 4 | 46 | | | |
| 432 H | Laubach Henri Schaack Ouvrier Luxembourg | 4641.000 | 180 | 115 | 1864-7 | | Mais. Pl. | | | 69 | 75 | | |
| 432 H | id. | id. | 180 | 116 | 1864-7 | | Jardin | | 1 | 27 | | | |
| 1573 H | Sand Grégoire Thilgen Veuve Luxembourg | 6358.000 | 182 | 227 | 1880 | | Maison | | | 80 | 50 | | |
| H | Soc. Civi Civile Particulière Center Alstad Luxembourg | 7086-520 | 183 | 378 | 1982-7 | 652 | Jardin | | 3 | 33 | | | |
| H | Soc. Civi Civile Center-Al-Stad Bertrange | 7086.500 | 183 | 412 | 1995-6 | 990 | Jardin | | 3 | 59 | | | |
| H | Sand Grégoire Thilgen Veuve Luxembourg | 6358.000 | 183 | 413 | 1995-6 | 990 | Jardin | | 3 | 58 | | | |
| 3247 H | Soc. Civi Civile Particulière Center Alstad Luxembourg | 7086.500 | 184 | | | Rue de Treves | Mais. Pl. | | 1 | 44 | 200 | | |
| 4 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 185 | | | | Mais. Pl. | | | 76 | 90 | | |
| 348 H | id. | id. | 188 | 232 | 1881-5 | | Mais. Pl. | | 1 | 74 | 300 | | |
| 107 H | Cunha Antonio Cardoso Ouvrier Luxembourg | 2109.280 | 190 | 150 | 1866 | | Maison | | | 64 | 130 | | |
| 146 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 191 | | | | Mais. Pl. | | | 76 | 90 | | |
| 348 H | id. | id. | 192 | | | | Jardin | | 3 | 7 | 60 | | |
| 1709 H | Manahan Felicidad Femme de ménage Luxembourg | 5089.700 | 193 | 169 | 1869 | | Maison | | | 82 | 90 | | |
| 2926 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 194 | | | | Mais. Pl. | | | 90 | 75 | | |
| 3051 H | Engel Nicolas Linster Veuve et enfants Luxembourg | 2470.000 | 195 | 352 | 1948-0 | 26 | Mais. Pl. | | | 85 | 150 | | |
| 3051 H | id. | id. | 196 | 353 | 1948-0 | 26 | Mais. Pl. | | 5 | 53 | 130 | | |

| Commune | | 075 Luxembourg | | Ex. 1996 | | Section C | | Grund | | Page 42 | | C 202 | |
|---------------|--|----------------|----------|------------|------|---------------|-------------|------------|----|---------|----------|-------|--|
| Article Codes | Nom Prénom Epouse Profession Demeure CO/US | Compte | No Parc. | Année Case | Mes | Lieu-dit | Nature - Cl | Contenance | | | Rev-Bati | | |
| | | | | | | | | Ha | Ar | Ca | | | |
| 2582 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 202 354 | 1948-0 | 26 | Rue de Trèves | Mais. Pl. | | 1 | 26 | 150 | | |
| 1230 | id. | id. | 202 355 | 1948-0 | 26 | | Mais. Pl. | | | 76 | 110 | | |
| 779 | Thoss Nicolas Crescentini Vve et F. Emma Esch/Alzette | 7573.000 | 205 319 | 1920-4 | | | Mais. Pl. | | | 95 | 130 | | |
| 2522 H | Luxembourg La Ville | 5022.000 | 206 320 | 1920-4 | | | Mais. Pl. | | 1 | 22 | 75 | | |
| 1230 | id. | id. | 207 | | | | Mais. Pl. | | 1 | 00 | 130 | | |
| 1230 | id. | id. | 208 | | | | Mais. Pl. | | 1 | 50 | 200 | | |
| 1230 H | id. | id. | 209 | 1996-3 | 1021 | | Jardin | 3 | 2 | 40 | | | |
| 2618 H | id. | id. | 210 | | | | Mais. Pl. | | | 88 | 175 | | |
| 2897 H | id. | id. | 211 | | | | Mais. Pl. | | | 78 | 150 | | |
| 3282 H | Fonds pour le Logement à coût modéré Luxembourg | 2762.700 | 212 4 | 1849 | | | Mais. Pl. | | 1 | 70 | 275 | | |
| 3282 H | id. | id. | 213 | 1996-3 | 1021 | | Jardin | 3 | 5 | 20 | | | |
| 569 H | id. | id. | 214 | | | Rue Munster | Mais. Pl. | | 1 | 74 | 325 | | |
| 569 H | id. | id. | 215 | | | | Mais. Pl. | | | 46 | 110 | | |
| H | id. | id. | 216 | 1987-8 | 758 | | Mais. Pl. | | 2 | 15 | 375 | | |
| 2130 | Ditsch François Employé Luxembourg | 2294.000 | 218 118 | 1864-8 | | | Mais. Pl. | | | 65 | 150 | | |
| H | Krein René Fonct. Luxembourg | 4417.000 | 219 397 | 1987-8 | 758 | | Mais. Pl. | | 2 | 30 | 200 | | |
| 2525 H | Kimmel François Anders L'épouse Luxembourg | 4151.200 | 221 140 | 1996-3 | 1021 | | Mais. Pl. | | 2 | 30 | 350 | | |
| H | ** Bisserweg No 3 Luxembourg | 114.250 | 226 398 | 1996-3 | 1021 | | Mais. Pl. | | 7 | 32 | 2050 | | |
| H | Fonds pour le Logement à coût modéré Luxembourg | 2762.700 | 229 404 | 1996-3 | 890 | Bisserweg | Place | 0 | | 5 | | | |
| H | Seyler Albert Brix Commerçant Capellen | 6975.000 | 230 405 | 1992-9 | 890 | | Mais. Pl. | | | 53 | 130 | | |
| 678 H | id. | id. | 232 295 | 1996-3 | 890 | | Mais. Pl. | | 1 | 27 | 75 | | |
| H | id. | id. | 232 416 | 1996-3 | 1021 | | Mais. Pl. | | 1 | 84 | 250 | | |
| 678 H | id. | id. | 237 306 | 1992-9 | 890 | | Mais. Pl. | | 3 | 76 | 550 | | |
| 368 H | id. | id. | 238 19 | 1992-9 | 1021 | | Bâtim. Pl. | | | 60 | 50 | | |
| H | Luxembourg La Fabr. d'église de St Jean Grund | 5014.000 | 239 406 | 1992-9 | 889 | | Place | 0 | | 5 | | | |

EXPOSE DES MOTIFS

Le 15 juillet 1993, la Chambre des Députés vota le projet de loi No 3619 relatif au réaménagement du complexe Abbaye de Neumünster en un Centre Culturel de Rencontre. Par le présent texte portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster“ (CCRAN) dont les travaux de restauration, déjà largement entamés, devraient pouvoir aboutir pour la fin de l'an 2002, il s'agit d'en préciser les objectifs, la structure juridique et le fonctionnement.

En ce qui concerne les missions du CCRAN, elles continuent à se fonder sur les quatre fonctions telles que définies dans la loi du 15 juillet 1993, à savoir: l'accueil du public, la production et la diffusion culturelles, la rencontre et la sensibilisation à la création artistique. Ces fonctions découlent de l'interaction entre un „lieu de mémoire“ fort (ancienne abbaye, mais aussi ancienne prison) et un projet artistique et culturel innovant, autour du thème: „l'identité culturelle luxembourgeoise et son dialogue avec les autres identités culturelles régionales, européennes et mondiales“. Par rapport au concept initial, les missions telles que retenues au projet de loi sont définies comme suit:

- le projet de mise en place d'un Institut culturel franco-germano-luxembourgeoise qui développerait, dans le contexte général des missions du CCRAN, des activités spécifiques et communes autour de la thématique du dialogue des cultures;
- l'accueil de l'Institut européen des Itinéraires culturels qui, sur une base conventionnelle entre le Gouvernement luxembourgeois et le Conseil de l'Europe, initie et promet des itinéraires culturels dans l'ensemble des pays appartenant à la Grande Europe;
- l'accueil éventuel de la Maison de la Grande Région, ou de ses activités culturelles, qui permettrait au CCRAN de relier de manière synergétique la coopération culturelle au sein du pays, au sein de la Grande Région et au niveau international, et notamment européen;
- une coopération régulière et partenariale avec des associations à vocation culturelle et socio-culturelle travaillant sur les thématiques du CCRAN;
- l'organisation et la promotion de conférences et de séminaires.

Il ressort des missions que la vocation d'un tel centre est d'assumer notamment un service public, en l'occurrence un service culturel et social et par ailleurs de viser à un autofinancement de ses activités par une fonction économique, particulièrement la location de ses structures pour l'organisation de colloques, séminaires ou expositions.

Ces deux vocations concomitantes, service public et services payants à des tiers, avaient amené le Ministère à explorer plusieurs voies possibles (s.à.r.l.; s.a.; coopérative; fondation; institut culturel de l'Etat; établissement public) pour déterminer la structure juridique la mieux adaptée à un tel organisme.

L'établissement public a vu le jour par l'application du principe de la décentralisation par services. On peut citer à titre d'exemples le Centre de recherches Public Henri-Tudor (> 60% d'autofinancement), la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, le Domaine Thermal de Mondorf, l'Entreprise des Postes et Télécommunications, le Centre hospitalier neuropsychiatrique et, dans le domaine de la culture, la Radio socioculturelle, 100,7.

Doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, l'établissement public a les moyens d'une gestion propre de ses affaires. Au fil de son évolution, il pourra évaluer ses besoins de cofinancement et ses capacités d'autofinancement et, en conséquence, adapter ses stratégies aux réalités socio-économiques qui l'entourent.

La forme juridique de l'établissement public semble la mieux à même de garantir, en même temps, le contrôle de l'Etat (qui reste majoritaire au Conseil d'Administration (cf. art. 3), la transparence des finances (cf. art. 6 prévoyant le contrôle de la Cour des Comptes) et la possibilité de développer des cofinancements et des autofinancements des programmes et activités du CCRAN. De plus, cette structure juridique permet de favoriser la mise en place d'une économie mixte, dans le respect des missions de service public lui dévolues.

Pour ce qui est du programme du CCRAN, il est en train d'être développé et précisé par un groupe de travail instauré par l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, qui se fonde sur la décision du Conseil de Gouvernement du 21 janvier 2000, d'instaurer un comité d'accompagnement, appelé à orienter les travaux de préfiguration du futur CCRAN.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er.–

Cet article définit la personnalité et la capacité juridiques du Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster. Celui-ci devient un établissement public jouissant de la personnalité juridique et qui est doté d'une large autonomie. Il est sous la surveillance du ministre ayant dans ses attributions la culture.

En tant qu'établissement public, le Centre Culturel de Rencontre dispose de l'autonomie financière et administrative. Du point de vue financier, il dispose de ses propres ressources (personnel et moyens financiers) et a sa propre comptabilité, distincte de celle de l'Etat et élaborée par ses propres soins.

Sans préjudice du principe de l'autonomie, le Gouvernement exerce un pouvoir de contrôle par l'intermédiaire du ministre ayant dans ses attributions la culture. Il n'intervient pas pour autant dans la gestion journalière de l'établissement.

Pour les décisions d'envergure, un droit d'approbation est réservé au ministre compétent.

Ad article 2.–

Cet article définit les missions de l'établissement. La finalité de l'établissement ayant été élaborée par plusieurs groupes de travail et plusieurs études, il est renvoyé à l'exposé des motifs afin de cerner les formulations finales retenues au texte de loi.

Ad article 3.–

Cet article définit la composition et les attributions du conseil d'administration de l'établissement.

Point (1)

La composition du conseil d'administration telle que définie est basée sur une majorité de membres représentant le Gouvernement. Partant, le contrôle indirect par l'Etat de l'établissement est garanti de manière permanente, tout comme l'influence et le savoir-faire de la société civile, notamment en matière de gestion d'entreprise.

Points (2)-(7)

Les dispositions inhérentes à ces points sont identiques à celles relatives au fonctionnement du conseil d'administration de la majorité des établissements publics existants.

Point (8)

Le conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et il assume les compétences les plus larges en matière de la gestion administrative et financière. Les décisions y relatives doivent néanmoins être approuvées par le Ministre de tutelle. En combinaison avec l'article 4, l'article dont objet définit le mode de répartition des attributions entre le conseil d'administration et le directeur de l'établissement.

Points (9)-(10)

Pas de commentaire.

Ad article 4.–

Cet article détermine les relations entre le conseil d'administration, le directeur et le personnel de l'établissement, respectivement entre ces derniers et l'établissement lui-même.

Ad article 5.–

L'énumération des ressources de l'établissement est identique à celle valant pour la plupart des établissements publics existants.

Il est prévu que l'établissement sera financé par des contributions financières en provenance du budget des recettes et des dépenses de l'Etat, de dons et de legs ainsi que de recettes générées par ses propres activités.

Même si un taux d'autofinancement important paraît possible à plus long terme, il est évident que la part des ressources provenant du budget de l'Etat constituera la principale source de financement à court et à moyen terme.

Ad article 6.–

Cet article ayant trait à la tenue et au contrôle des comptes de l'établissement est similaire aux dispositions y relatives pour d'autres établissements publics.

Ad article 7.–

Les dispositions fiscales figurant à cet article ont été reprises de textes de loi s'appliquant à d'autres établissements publics luxembourgeois; elles ne présentent pas de particularité.

Ad article 8.–

En l'absence de crédits budgétaires au budget des recettes et dépenses de l'Etat pour l'exercice en cours au titre des activités du Fonds, les dispositions budgétaires prévues sous cet article visent l'allocation de fonds permettant une mise en oeuvre immédiate de la loi.

